

*Livre blanc n°1 proposé par
Consortium MUTUALINFO*

**INFLUENCE
DE LA BUREAUTIQUE ALTERNATIVE SUR
LA CONDUITE DU CHANGEMENT
AUTOUR DES POSTES DE TRAVAIL
DANS LES ORGANISATIONS**

Version 1.0

© 2005 Consortium MUTUALINFO

Copie *verbatim* autorisée sur tout support, à condition de conserver la présente notice

Sommaire

<i>À propos de MUTUALINFO</i>	3
<i>À propos de ce livre blanc</i>	4
<i>Changement d'ère ?</i>	5
<i>Un héritage documentaire bâti sur des standards opaques</i>	5
<i>XML pour un avenir plus ouvert</i>	6
<i>La GED – entre machine à écrire et système d'informations</i>	8
<i>Produits alternatifs et offres de services</i>	8
<i>Un nouveau type de migrations</i>	9
<i>Rien ne changera sans l'adhésion des utilisateurs</i>	10
<i>Cas de petites organisations</i>	11
<i>Cas de grandes organisations</i>	11
<i>Nouveaux jeux d'acteurs</i>	12
<i>Notre proposition pour mieux maîtriser la bureautique</i>	14

À propos de MUTUALINFO

Le consortium MUTUALINFO est une association loi 1901 à but non lucratif. Il a été fondé en 2004 par des informaticiens de trois grands comptes utilisateurs :

- EDF-Gaz de France
- Éducation nationale
- PSA Peugeot Citroën

Nous croyons que de grandes organisations de natures et de cultures diverses, éventuellement concurrentes sur des marchés commerciaux, gagneront à coopérer sur l'utilisation des standards d'infrastructure informatique – leur choix et leur mise en œuvre.

Dans ces années 2000 marquées par l'influence croissante des logiciels libres et de l'open-source, MUTUALINFO se présente comme un lieu de partage pour nos expériences et nos perspectives, voire même pour certains projets. À l'instar des développeurs de logiciels libres, nous sommes animés par la volonté de progresser en partageant – entre membres de MUTUALINFO mais aussi avec d'autres acteurs.

MUTUALINFO n'a cependant pas vocation à promouvoir systématiquement les logiciels libres. Nos ambitions sont d'acquiescer et d'apporter un éclairage aussi objectif que possible. En 2005, notre axe de développement prioritaire est la conduite du changement centrée sur les postes de travail. D'autres axes pourront être lancés suivant les nouvelles adhésions à MUTUALINFO.

Contacts MUTUALINFO

Président	Michel Affre	michel.affre@education.gouv.fr
Secrétaire	Édouard Le Roy	edouard.leroy@mpsa.com
Trésorier	Jérôme Dumonteil	jd@hamete.org
Pilote de l'axe bureautique	Gilles Ronval	gilles.ronval@edfgdf.fr

À propos de ce livre blanc

Ce livre blanc, librement diffusable, est la première initiative de promotion des travaux entrepris au sein de MUTUALINFO. Il respecte les engagements de confidentialité exigés par certaines organisations avec lesquelles nous avons dialogué.

Il y a deux ans, un dirigeant de grande SSII française affirmait, parlant des logiciels de bureautique, qu'il serait « suicidaire pour un DSI de choisir autre chose que Microsoft Windows et Office ». Aujourd'hui, avec les progrès incontestables du système d'exploitation GNU/Linux, des environnements graphiques KDE et Gnome, des suites bureautiques de la famille OpenOffice, le choix n'est plus aussi verrouillé. Ce livre blanc tente de synthétiser nos premières investigations sur l'influence des logiciels libres dans la conduite de changement autour des postes de travail.

L'émergence des solutions bureautiques libres, représentant de véritables alternatives à l'offre dominante de Microsoft, a déjà suscité de multiples études. Parmi les dernières en date à avoir eu un certain écho, celles de Microcostⁱ et d'IBMⁱⁱ. Mais les enjeux économiques et organisationnels sont tels, pour les fournisseurs et pour les clients, qu'il est difficile de trouver, gratuitement sur Internet, une présentation qui ne soit pas sujette à des distorsions de tous ordres.

Avec ce livre blanc, MUTUALINFO aimerait apporter un début d'éclairage plus impartial dans ce débat d'actualité, principalement en direction des informaticiens et des décideurs dans les grandes organisations utilisatrices. Les conditions du changement seront explorées sans tenter, toutefois, de faire de la prospective au delà de trois ans.

Les auteurs se sont appuyés au départ sur les propositions du groupe de travail « Bureau alternatif » – une initiative lancée fin 2001 par Yvon Rastetter, en relation avec le CIGREF et l'AFUL. L'un des principaux résultats présentés fut l'étude menée par la Société Généraleⁱⁱⁱ. Ce livre blanc s'appuie également sur l'initiative « Bureau virtuel, portail et environnements de travail libres » lancée en 2002 par le ministère de l'Éducation nationale.

Toutes les études, qu'elles aient été commanditées par Microsoft ou par des militants du logiciel libre, s'accordent sur le point que les achats de licences de logiciels propriétaires ne représentent pas la part la plus déterminante du coût global par utilisateur de la bureautique dans une grande organisation. Le matériel pèse aussi lourd ; les services d'exploitation, encore davantage – et que dire des « coûts cachés » ?

Changement d'ère ?

L'ère du PC a débuté avec le phénomène Microsoft. L'éditeur a adopté un niveau élevé de protection intellectuelle, combiné opportunément avec l'effet d'échelle qui permet de réduire les prix, et s'est imposé par effet réseau en quasi monopole mondial sur le marché bureautique. La nouvelle ère informatique qui s'ouvre devant nous sera modelée par un autre phénomène très prédateur : le logiciel libre.

Certains rêvent déjà d'un « après Microsoft » qu'il devient en effet possible d'imaginer... Avec cette initiative MUTUALINFO, nous entendons agir plus modestement pour que l'ère du PC se prolonge sans les perversions liées au monopole écrasant d'un fournisseur quelconque. Les parts de marché gagnés par Sun – environ 6 % aujourd'hui avec OpenOffice et StarOffice – vont vraisemblablement continuer à augmenter, abondamment dans notre sens.

L'interopérabilité du PC avec les serveurs et avec les nouveaux équipements mobiles est un élément incontournable pour les DSI. Ceux qui continueront à opter systématiquement pour des offres propriétaires se trouveront – même si ces offres demeurent dominantes – dans la nécessité d'adopter des standards de données ouverts. C'est pourquoi la bataille technologique entre Microsoft et ses nouveaux concurrents se joue sur la définition des formats XML.

Un héritage documentaire bâti sur des standards opaques

Pourquoi une grande organisation devrait-elle investir dans des solutions alternatives dont la valeur ajoutée **directement visible** paraît improbable, et qui ne s'imposent pas comme une nécessité vitale ? Avant d'aborder la conduite du changement, il convient d'esquisser une justification technique qui, sans être suffisante pour décider et réussir, n'en reste pas moins nécessaire : celle des normes et des standards de données.

D'après l'étude de Microcost, le format .DOC est le plus massivement utilisé, pour les documents personnels mais aussi pour ceux qui sont élaborés par processus collectif. Dans la plupart des cas, ces documents ne sont pas structurés selon une norme établie et les utilisateurs ne perçoivent pas l'intérêt d'une telle contrainte.

Le format .PDF est souvent utilisé pour la diffusion des documents finalisés, et il arrive en deuxième position après le format .DOC. Les formats .XLS, .PPT et .RTF arrivent loin derrière. Quant aux formats ouverts – de HTML à XML – on peut encore les qualifier de « marginaux » en bureautique.

Si un document texte a été produit avec autre chose que Word et pose un problème quelconque d'importation dans Word, l'utilisateur s'écrie presque à coup sûr : « Pourquoi celui-ci ne fait-il pas comme tout le monde ? ». **Ainsi, les problèmes dus à**

L'usage des produits Microsoft sont perçus comme une fatalité, et les solutions alternatives comme une source d'aléas supplémentaires.

Les types de fichiers qui font aujourd'hui l'essentiel des échanges de documents, au sein des organisations mais aussi entre organisations, fournisseurs et clients, sont donc largement opaques. Le plébiscite dont a bénéficié Office – allié à la propagation d'adhérences techniques propriétaires – a permis à Microsoft de s'imposer en seul véritable maître du jeu. Ce n'était pas par aveuglement que Microsoft semblait s'obstiner à lutter contre le Web, avant 1995, mais au contraire par clairvoyance face aux standards ouverts comme HTML. L'éditeur a d'ailleurs su reproduire cette stratégie d'étouffement de la concurrence en dotant Internet Explorer d'extensions propriétaires.

XML pour un avenir plus ouvert

C'est en réaction contre de telles stratégies de captation du marché que les promoteurs des logiciels libres militent pour le développement de standards totalement ouverts et relativement stables, c'est-à-dire de normes permettant d'entretenir une saine concurrence entre offreurs de solutions – que ces dernières soient libres ou propriétaires^{iv}. Peut-on envisager d'ici trois ans une norme commune à toutes les suites bureautiques du marché, qui puisse être adoptée pour les futurs documents des organisations et pour les échanges entre organisations ?

C'est en misant sur l'HTML normalisé du W3C que Mozilla Firefox – « phoenix » de Netscape – a commencé à reprendre des parts de marché face à Internet Explorer. Mais le projet OpenOffice ne pouvait pas bénéficier, comme Mozilla, d'une norme existante. OpenOffice a dû tracter l'émergence d'un standard bureautique ouvert – OpenOffice XML – qui arrive seulement aujourd'hui à un état suffisamment stable pour se présenter comme une norme acceptable par le marché.

Microsoft ne pourra donc plus s'imposer durablement avec des standards opaques, et l'éditeur a réagi très vigoureusement en s'appuyant aussi sur XML. Bien loin d'offrir un type de fichiers unique, XML évolue en bureautique suivant deux grandes branches concurrentes, offrant chacune une variété de types possibles. En voici un tableau sans doute exagérément simplifié^v :

Microsoft XML	Branche de XML	OpenOffice XML
Microsoft Office 2003	Produits	OpenOffice v2 (un patch sera proposé pour OpenOffice 1.1.5) et versions correspondantes de StaeOffice Koffice et ABword
Microsoft	Promoteurs	Sun et le consortium OASIS
1. schémas de référence Microsoft – WordprocessingML (Word), SpreadsheetML (Excel), FormTemplate (InfoPath), DataDiagramatic (Visio) 2. schémas personnalisés aux standards W3C – pour Office Pro seulement	Standards de base	1. les DTD issues de SGML (ex. DocBook) 2. les extensions Relax NG de l'ISO 3. les schémas FO, SVG et Xlink du W3C
structure et présentation de documents, plus des orientations ambitieuses vers les échanges de données avec les systèmes d'informations, et vers les services Web	Capacités	ambitions centrées sur la structure et la présentation des documents, et sur la gestion documentaire, avec une orientation encore limitée vers les systèmes d'informations

Office 2003 affiche un ensemble de schémas XML ouverts qui devraient théoriquement faciliter la réalisation de convertisseurs. L'objectif de Microsoft est-il pour autant d'encourager les migrations vers OpenOffice ? L'XML de Microsoft est « ouvert » mais n'en est pas moins associé à une demande de brevet auprès de l'OEB. L'interrogation porte d'emblée sur de possibles freins au développement de filtres d'import/export complets pour la bureautique libre.

La GED – entre machine à écrire et système d'informations

La majorité des utilisateurs perçoivent le PC comme une machine à écrire modernisée, permettant de produire, de stocker et d'échanger facilement différents types de documents. À l'opposé du spectre de la bureautique, certaines entreprises ont réalisé des systèmes de gestion électronique couvrant des fonds documentaires complexes, au cœur de leurs activités industrielles. Les XML d'OpenOffice et de Microsoft Office paraissent également adaptés à ce type de GED. L'offre de Microsoft ambitionne, en plus de cela, de connecter la suite bureautique aux systèmes d'informations – commandes, livraisons, facturation, etc.

Microsoft compte beaucoup sur son XML pour inciter ses clients à intégrer Office, avec InfoPath et d'autres produits complémentaires de sa gamme, dans des architectures applicatives orientées services Web. Microsoft a l'ambition d'enraciner sa bureautique encore plus profondément dans les systèmes d'informations de ses clients. Rien donc de nouveau : il serait naïf de compter sur un éditeur pour produire des standards ouverts favorisant l'interopérabilité avec ses concurrents !

Le projet OpenOffice est-il condamné à courir après la compatibilité avec Microsoft Office ? Ou peut-il prendre un avantage dans la satisfaction des besoins réels des utilisateurs et de leur organisations ? Le consortium OASIS développe un standard XML résolument ouvert et destiné aux documents bureautiques, sans stratégie commerciale d'enracinement dans les systèmes d'information. Les projets libres OpenOffice, Koffice et ABword sont en passe de converger sur ce standard^{vi}. Ces logiciels se présentent donc plutôt comme de simple outils de productivité personnelle, avec des possibilités indéniables pour la GED et des possibilités non négligeables pour l'intégration au SI.

Cette branche de XML paraît intéressante du point de vue d'un grand compte utilisateur. Elle est plus simple que sa concurrente et devrait donc, si l'on se réfère à l'histoire de l'informatique, s'imposer plus facilement et plus vite comme un standard dominant. Les précurseurs de ce mouvement sont les organisations publiques – Intérieur, Douanes et Éducation en France, mairie de Munich, etc.

Produits alternatifs et offres de services

L'alternative à Microsoft a su trouver de puissants appuis dans l'industrie informatique, les deux plus importants étant sans doute Sun et IBM, suivis par Novell, Bull, et de nombreuses sociétés de services plus ou moins spécialisées dans les logiciels libres. La consolidation et les perspectives d'OpenOffice ont aussi fait naître des « jeunes pousses » spécialisées dans la migration des parcs Microsoft Office.

Rappelons brièvement quelques faits notables depuis 1999, quand Sun a racheté StarDivision, l'éditeur de StarOffice. Après avoir distribué gratuitement StarOffice, puis

avoir opté pour une version payante, Sun a placé le code source de StarOffice sous double licence – LGPL et SISSL^{vii} – et a lancé le projet OpenOffice.org. OpenOffice étant téléchargeable gratuitement, Sun a fait le pari que les entreprises achèteront StarOffice pour bénéficier d'un support qui n'a plus à faire ses preuves. Nous avons vu la communauté OpenOffice naître et s'émanciper, tout en restant dépendante de Sun – juridiquement et financièrement. Des clubs de développeurs et d'utilisateurs d'OpenOffice et StarOffice sont apparus^{viii}. Le succès d'OpenOffice déborde quelque peu la stratégie commerciale de Sun, centrée sur l'offre payante StarOffice, mais il s'est néanmoins créé, autour de Sun et du consortium OASIS, un réseau d'acteurs aux motivations et aux ambitions variées, qui relaient, amplifient et confortent cette alternative.

S'agissant du système d'exploitation alternatif, IBM aurait déjà implanté Linux sur plus de 20 000 postes de profil technique, en interne, et serait en passe de généraliser ce déploiement à toutes les populations de l'entreprise. Les clients Lotus Notes et WorkPlace devraient être disponibles en versions natives pour Linux comme pour Windows. IBM mise en fait sur une offre duale – Windows et Linux – partageant une gamme commune de logiciels clients et d'outils d'exploitation propriétaires. Le cas d'IBM sera intéressant à étudier, tant pour son déploiement interne que pour l'offre que l'entreprise va bâtir et proposer par l'intermédiaire d'IGS. On peut en effet prévoir que, dès 2005, IGS activera ses forces de vente pour proposer des migrations à certains de ses clients.

Un nouveau type de migrations

Force est de constater que la plupart de documents continuent à être produits et diffusés dans les formats opaques de Microsoft Office 2000, voire gérés dans des applications Visual Basic. Ces adhérences sont-elles incontournables ? Les organisations sont-elles vouées à rester dépendantes d'un fournisseur, à cause d'un héritage de solutions propriétaires dont certaines sont techniquement dépassées ?

Le PC sous Windows, avec Internet Explorer, Word, Excel et PowerPoint, représente un phénomène de masse, à la maison comme au bureau. La plupart des utilisateurs actuels n'ont pas connu « l'avant Microsoft » et ne connaissent rien d'autre en informatique. Pour la majorité d'entre eux, identifier et maîtriser les fonctions utiles dans Windows et Office a représenté de gros efforts, ressentis comme une contrainte professionnelle. Alors peut-on exiger qu'ils s'adaptent spontanément à Linux ou à OpenOffice ?

Les logiciels libres permettent sans doute de réduire certains postes budgétaires d'une organisation. Mais cela n'est probablement pas l'argument déterminant car les logiciels libres peuvent aussi augmenter, plus ou moins durablement, d'autres postes budgétaires. On pense d'emblée aux coûts de (re)formation ; ne risquent-ils pas d'être prohibitifs ?

S'il veut promouvoir de tels produits – réputé « gratuits » dans le grand public – le DSI ne se croit plus en mesure de faire miroiter des innovations permettant à l'utilisateur de se faciliter la vie, donc de devenir encore plus efficace et productif. Non ! On aura au mieux « la même chose », les mêmes fonctionnalités, l'objectif étant que cela coûte

moins cher à l'organisation et qu'elle soit moins dépendante d'un offreur en situation de monopole. Cela n'est pas un moteur suffisamment puissant pour réussir.

Toute évolution significative de la bureautique – *a fortiori* toute rupture – dépasse du cadre technique et comptable habituel des informaticiens et des décideurs. La migration vers une suite bureautique ou vers un système d'exploitation non maîtrisé par l'utilisateur, relève d'une conduite plus globale du changement.

Rien ne changera sans l'adhésion des utilisateurs

Si l'organisation décide que les bureautiques libres et propriétaires cohabiteront sur différents segments d'utilisation, la différence de prix à l'achat des produits suscitera une nouvelle forme de jalousie des uns envers les autres. Il est possible et souhaitable de l'éviter, en animant un dialogue entre la direction du Personnel et les représentants syndicaux, pour communiquer positivement avec les utilisateurs.

La plupart des utilisateurs produisant des documents bureautiques se focalisent davantage sur la présentation (polices, marges, etc.) que sur la structure (hiérarchie des styles de paragraphes, sections, etc.). En fait, rares sont ceux qui ont été formés à ces notions encore considérées comme « avancées ». Ce déficit de formation coûte cher aux entreprises, et on peut profiter de l'occasion pour le combler.

Les organisations tentent d'imposer des structures de documents, sur la base de modèles plus ou moins élégants (pléthore de styles...) et parfois lourds (champs variables, macros...). Les expériences recueillies par MUTUALINFO révèlent une forte résistance des utilisateurs à une structuration trop autoritaire des documents qu'ils produisent. Ces contraintes leur apparaissent comme une perte d'efficacité et comme une forme de contrôle qu'ils s'efforcent de limiter. Or, quelle que soit l'option choisie, la bureautique a besoin d'être de plus en plus structurée.

Et ouverte – mais la sociologie révèle que la production de documents opaques est une tactique répandue, au niveau de la personne ou du groupe, pour préserver son autonomie dans une organisation. La transparence n'est pas dans la culture des affaires.

Négliger ou nier ces facteurs humains conduit à l'échec et au retour en arrière. Des exemples existent, naturellement camouflés par les responsables des organisations.

Cas de petites organisations

L'expérience récente permet de dégager certains facteurs organisationnels déterminant la propension au changement vers des solutions bureautiques alternatives. Dans les petites organisations, la propension est forte :

- si les achats de licences de logiciels propriétaires représentent un budget relativement important, et incompressible, faute de peser suffisamment sur le fournisseur pour négocier des rabais ;
- si le DSI veut lui-même impulser le changement auprès d'une population « à taille humaine » ;
- s'il y a une pratique de mutualisation entre organismes semblables.

Les hôpitaux illustrent bien ce cas de figure :

- avec des contraintes budgétaires fortes ;
- avec certains DSI charismatiques, jouant un rôle déterminant face à des populations d'utilisateurs de quelques centaines de personnes ;
- avec des échanges et un partage d'expérience entre hôpitaux.

L'exemple du CHU de Tourcoing, avec un plan sur 5 ans pour 600 utilisateurs, a démontré la rentabilité globale d'une telle opération^{ix}. Le succès a résidé dans une stratégie novatrice, incluant l'ouverture d'un centre de formation, et dans une belle ténacité pour la mettre en œuvre. Il n'est pas certain que l'on puisse extrapoler à une grande organisation.

Du côté des collectivités territoriales l'ADULLACT joue un rôle moteur – politique et technique – dans l'émergence de solutions mutualisées et libres^x.

Mais ce mouvement favorable aux logiciels libres reste marginal dans le monde des PME/PMI. Les compétences informatiques y sont rares, apparaissant le plus souvent hors du cœur de métier de l'entreprise, et les stratégies se focalisent sur le très court terme. Ici, le soutien des chambres de métiers, des CCI, de la CGPME, serait salutaire, mais n'entre pas dans leurs préoccupations actuelles.

Cas de grandes organisations

Sous l'égide de l'Agence pour le développement de l'administration électronique (ADAE) les administrations se sont organisées pour donner aux solutions libres une place en rapport avec leur intérêt. Les migrations dans la Police, la Gendarmerie et la Douane représentent déjà à elles seules plusieurs dizaines de milliers d'installations d'OpenOffice sur Microsoft Windows – Linux étant envisagé pour la prochaine phase.

Plusieurs facteurs semblent avoir accéléré le mouvement dans ces grandes organisations :

- un héritage bureautique dans lequel Microsoft était relativement peu présent ;
- les conditions de ventes de licences Microsoft qui ne permettait pas d'obtenir des rabais significatifs.

À l'Éducation nationale, alors même que les conditions commerciales particulières consenties par Microsoft réduisent beaucoup l'attrait économique de la bureautique alternative, celle-ci se répand très rapidement. Une solution comme OpenOffice gomme en effet de nombreux obstacles au partage de documents entre les enseignants et les élèves.

Les grandes entreprises peuvent peser suffisamment sur les fournisseurs de logiciels propriétaires pour obtenir des rabais importants sur les prix des licences. La plupart de ces organisations, disposant de fortes compétences informatiques, ont déjà brandi l'épouvantail des solutions alternatives pour affaiblir la position de négociation des fournisseurs, notamment celle de Microsoft. Mais – jusqu'à présent – ces grands comptes se sont contentés d'expérimentations, d'évaluations plus ou moins discrètes, sans généralisation du déploiement.

Les conditions ne sont pas encore tout à fait remplies pour entraîner en quelques mois la majorité des utilisateurs vers des solutions alternatives, mais il paraît dès aujourd'hui possible – et donc inévitable – d'envisager le changement. Il est clair que ce changement sera d'autant plus complexe que l'organisation n'aura pas su standardiser au préalable son parc Microsoft et limité l'usage des technologies les plus adhérentes (ex. Visual Basic, interactions OLE avec un progiciel comme SAP).

Nouveaux jeux d'acteurs

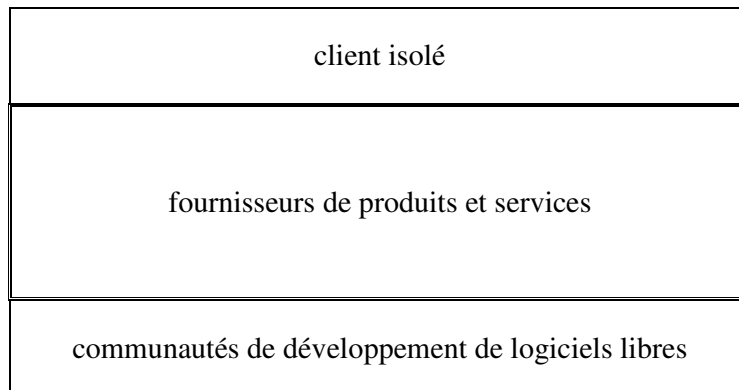
Un fournisseur en position dominante sur son marché, comme Microsoft l'est aujourd'hui et pour quelques années encore, peut s'offrir des marges commerciales confortables. Sur le nouveau marché autour des logiciels libres, les fournisseurs ne survivent face à la concurrence que s'ils pratiquent des marges faibles. Le marché du logiciel libre paraît donc plus favorable aux consommateurs.

Personne n'ose plus pronostiquer le cantonnement des logiciels libres aux universitaires et aux « hackers » ; pourtant, ils ne pèsent encore que 2 % dans l'économie mondiale du logiciel. La consolidation de leurs modèles économiques demeure donc un enjeu stratégique.

L'idéal pour les consommateurs de logiciels libres serait de voir leurs fournisseurs pérenniser leur rentabilité économique – sans voir pour autant se développer des stratégies de captation du marché et d'inflation de marges. Bien que tout monopole soit théoriquement impossible dans le cas des logiciels libres, il ne faut pas oublier que le besoin de standards, vital en hautes technologies, restera un puissant moteur de dérive

monopolistique. Le schéma traditionnel, fondé sur une relation exclusive entre un client et un fournisseur, risque de ne pas répondre à nos attentes.

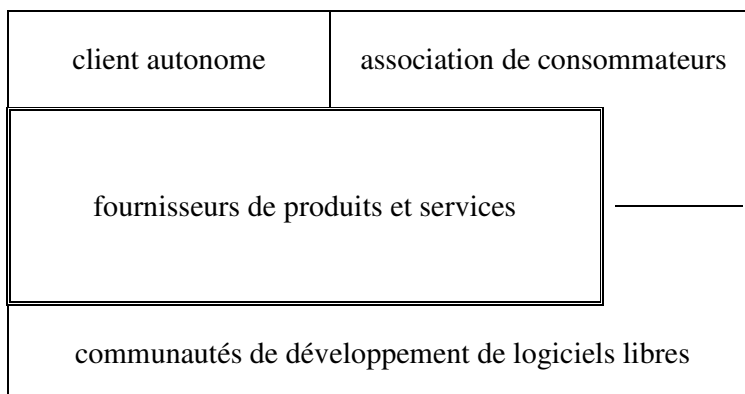
Schéma client-fournisseur appliqué aux logiciels libres



Il nous paraît souhaitable, pour assurer la pleine efficacité économique du modèle du libre, de dépasser le schéma client-fournisseur et de développer davantage un schéma mutualiste. C'est ce que sont en train de faire les collectivités locales avec l'ADULLACT : « l'argent public ne doit servir à payer le développement d'un logiciel qu'une seule fois ». C'est aussi l'ambition de MUTUALINFO, mais en associant des organisations de natures et de cultures plus diverses, parfois concurrentes, pour mieux identifier les besoins communs et contribuer à les satisfaire. La bureautique fait partie de ces besoins communs.

Dans le schéma prôné par MUTUALINFO, l'association de consommateurs peut entreprendre des actions variées – depuis le partage de la conduite du changement, chacun apportant son expérience et tirant le bénéfice de celles des autres, jusqu'à la maîtrise d'ouvrage de projets communs (cela avait été envisagé pour développer une interface graphique d'administration centralisée pour Samba v3).

Schéma prôné par MUTUALINFO



L'association sera aussi mieux à même de dialoguer directement avec les acteurs principaux des communautés de développement, de les comprendre et d'en être entendue.

Notre proposition pour mieux maîtriser la bureautique

S'agissant de la bureautique, MUTUALINFO développe des relations directes avec des contributeurs notables dans la communauté OpenOffice – comme avec Microsoft.

Les premières investigations de MUTUALINFO auprès de grands comptes utilisateurs ont confirmé la diversité des cas. Il ne paraît pas raisonnable de vouloir dégager un projet de migration pouvant faire l'objet d'une maîtrise d'ouvrage complètement mutualisée. La principale difficulté réside dans la combinatoire des composants. Dans son étude citée plus haut, la Société Générale avait recensé pas moins de 80 logiciels libres susceptibles d'être déployés. Et pour chaque métier dans l'organisation, ces logiciels vont interagir différemment avec l'existant.

S'il ne peut y avoir de migrations mutualisées, les échanges sur les choix effectués, les difficultés rencontrées, les bonnes et les mauvaises pratiques, sont faciles à développer et ont toutes les chances de se révéler précieux. Le consortium MUTUALINFO propose de rompre avec l'isolement du client, de recouper les informations pour mieux comprendre les stratégies des fournisseurs et dégager des scénarii plus efficaces. Cet éclairage plutôt pragmatique n'est pas exclusivement réservé aux grands décideurs et complètera utilement les photos panoramiques des cabinets de conseil.

Notes

- ⁱ L'étude Microcost des usages de la bureautique sur 1.285.500 postes de travail en Europe
> <http://www.microcost.com/fr/?Actualit%E9s>
- ⁱⁱ Le « livre de cuisine » IBM – 230 pages sur la migration des postes de Windows vers Linux (Gnome et KDE). Les arguments avancés sont la sécurité, le coût, la facilité de maintenance et... la philosophie. Sont aussi abordés, le facteur humain, l'intégration à un réseau existant (ActiveDirectory), etc.
> <http://www.redbooks.ibm.com/abstracts/sg246380.html>
- ⁱⁱⁱ L'étude *Poste de travail alternatif OpenCIGREF* publiée par la Société Générale
> <http://www.aful.org/solutions/pdt/socgen-pdt.pdf>
- ^{iv} Voir par exemple cet essai de Roberto Di Cosmo, *Piège dans le cyberspace*
> <http://severino.free.fr/archives/copieslocales/piegedanslecyberspace.html>
- ^v Quelques sources à propos de XML
- Available documentation on the Promotion of Open Document Exchange Format*
> <http://europa.eu.int/idabc/en/document/3439/5585>
- OASIS travaille sur un format XML ouvert pour les suites bureautiques*
> http://www.weblmi.com/news_store/2002_11_21_L_Oasis_travaille_su_46/News_view
- FAQ sur OpenOffice XML
> http://fr.openoffice.org/FAQ/xml_fr/indexfr.html
- OpenOffice.org : l'avantage XML !*
> http://www.indesko.com/sites/fr/indesko/livres_blancs/ooo_avantage_xml
- XML sur le poste de travail avec Microsoft Office System* (URL sur deux lignes)
> <http://www.microsoft.com/france/office/prodinfo/info/info.asp?mar=/france/office/prodinfo/info/2004-12-15-xml-poste-travail.html>
- Microsoft entend breveter en Europe le mécanisme de sauvegarde des documents Word au format XML. Démarche défensive ou volonté de blocage de la concurrence ?*
> <http://www.01net.com/article/237544.html>
- ^{vii} SISSL – Sun Industry Standards Source License
> <http://www.opensource.org/licenses/sisslpl.php>
- ^{viii} Le Club des Utilisateurs de Star & Open Office Nouveau – CUSOON se prononce *see you soon*
> <http://cusoan.alomphega.com>
- ^{ix} *StarOffice – Une migration réussie*
> <http://www.aful.org/solutions/tourcoing.html>
- ^x L'Association des Développeurs et Utilisateurs de Logiciels Libres dans les Administrations et les Collectivités Locales
> <http://www.adullact.org>